

Mentions d'information relatives au traitement de données personnelles du système d'information géographique (SIG) et des données cadastrales

Le responsable de traitement est le Président de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine (CAMVS), 297, rue Rousseau Vaudran CS 30187 - 77198 Dammarie-lès-Lys CEDEX.

Finalités et fondements juridiques :

Les finalités de ce traitement sont la mise à disposition dans le SIG des données cadastrales, la création de cartes du territoire et l'exploitation du cadastre aux fins d'instruction des demandes par les services territoriaux (occupation du sol, voirie, assainissement...). Son fondement juridique est la mission d'intérêt public (RGPD article 6-1.e).

Catégories de données traitées :

Les catégories de données traitées sont l'identification des personnes physiques propriétaires (civilité, nom, prénom, date de naissance), les coordonnées (adresse postale et référence cadastrale) ainsi que les données techniques relatives aux parcelles (superficie parcelles et locaux, valeur foncière, raccordement énergie...). La collecte de ces données est indispensable et proportionnée aux finalités du traitement.

Source des données :

Administration fiscale (DGFIP)

Durée(s) de conservation des données :

Les données sont mises à jour chaque année et conservées 2 ans maximum.

Destinataires des données :

Les personnes autorisées à accéder à ces données personnelles sont les personnels habilités de la CAMVS et des communes concernées ainsi que, ponctuellement, le sous-traitant (hébergement et maintenance informatique).

Vos droits :

Pour exercer vos droits d'accès, de rectification et de limitation, vous pouvez vous adresser au délégué à la protection des données de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine : dpd@camvs.com ou par courrier au 297, rue Rousseau Vaudran CS 30187 - 77198 Dammarie-lès-Lys CEDEX

Vous avez par ailleurs le droit de vous opposer à ce traitement en justifiant de raisons tenant à votre situation particulière mais le responsable du traitement peut refuser s'il dispose de motifs légitimes et impérieux pour l'effectuer.

Si vous estimez, après avoir contacté le délégué à la protection des données, que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL, 3 place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 Paris Cedex 07).